

Isabelle Ferreras. *Gouverner le capitalisme*

Alice Mazeaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/723>

DOI : [10.4000/quaderni.723](https://doi.org/10.4000/quaderni.723)

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 juin 2013

Pagination : 109-111

Référence électronique

Alice Mazeaud, « Isabelle Ferreras. *Gouverner le capitalisme* », *Quaderni* [En ligne], 81 | Printemps 2013, mis en ligne le 05 mai 2013, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/723> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.723>

Tous droits réservés



Gouverner le capitalisme

Isabelle Ferreras

PUF, Paris, 2012



par Alice Mazeaud

CEJEP

Université de La Rochelle

Émissions de radio, articles de presse... L'accueil reçu par l'essai d'Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme*, est à la hauteur de l'ambition et de l'audace de son auteure qui, refusant de se cacher derrière la neutralité scientifique, appelle les chercheurs à « *penser des formules claires qui permettent au public de comprendre l'analyse qu'[ils ont] développée* » et à aller jusqu'au stade de la proposition, au risque de s'exposer à la critique. Ainsi, l'ouvrage assume un style volontairement non académique : braconnage théorique tout azimut (le droit constitutionnel, l'économie, la sociologie, la science politique etc.), place limitée des matériaux empiriques et appendice contenant des réponses aux objections qui pourraient être apportées au caractère (non) opérationnel de la proposition formulée. De ce point de vue, le livre atteint son objectif : il fait réfléchir, suscite le débat et contribue à faire sortir la question de la démocratie dans les entreprises du cercle des spécialistes. Si le titre est trompeur, il ne s'agit pas tant ici de gouverner le capitalisme que de gouverner les entreprises capitalistes, l'enjeu en effet est crucial : comment faire entrer les entreprises et les individus qui les composent, salariés et actionnaires, en démocratie ?

La proposition qu'elle énonce – celle d'un « bicamérisme économique » – est singulière. Selon elle, les conceptions classiques de l'entreprise (libérale ou marxiste) ont eu le tort commun de réduire la logique fondatrice de l'entreprise à la seule rationalité instrumentale alors que les entreprises ont une double rationalité, instrumentale et politique. C'est là, le premier

point de son raisonnement : l'entreprise est aussi une institution politique. Les rapports sociaux au travail sont politiques car ils mobilisent « *des conceptions du juste pour l'évaluation des situations dans le cadre d'expérience d'insertion dans les collectifs* ». Dès lors, et c'est le second point de son raisonnement, les systèmes de direction actuels qui excluent les salariés, nommés « investisseurs en travail » et porteurs de la rationalité politique, du gouvernement de l'entreprise au profit de la seule rationalité instrumentale des « apporteurs en capital » sont non seulement illégitimes mais aussi inefficaces (dépendance des top managers à l'égard des actionnaires et moindre productivité des salariés non investis).

Aussi, par analogie avec les processus historiques de démocratisation des États européens, elle propose de mettre en place un « bicamérisme économique » afin de rendre le gouvernement des entreprises « *légitime, raisonnable et intelligent* ». Il s'agit d'organiser un système bicaméral égalitaire : deux chambres – l'une représentant les « apporteurs en capital » l'autre les « investisseurs en travail » – formeraient le « parlement », et le « gouvernement » – un comité exécutif – serait responsable devant elles. De cette manière, les décisions stratégiques de l'entreprise (implantation des sites, stratégie d'achat ou d'innovation) seraient prises à l'issue d'une délibération réunissant des représentants des salariés et des actionnaires, les uns et les autres ayant le même nombre de voix. En cela, elle ne propose pas de faire participer les salariés à la *gestion* de l'entreprise mais bien à son *gouvernement*. Alors que *gouverner* consiste à discuter, à « *délibérer sur les finalités et les moyens de l'échange économique* », *gérer* revient à « *négozier les moyens de la mise en œuvre d'un projet défini par ailleurs par les apporteurs en capital* ». Sa proposition dépasse ainsi très largement le cadre de la participation des salariés à la gestion de l'entreprise (organisation du travail, discussion des salaires) incarné par le paritarisme ou la cogestion allemande.

Tout en partageant son postulat, à savoir la nature profondément politique des rapports sociaux au travail et le déficit démocratique des entreprises, la proposition formulée ne manque pas, elle, d'interroger. Deux aspects apparaissent particulièrement problématiques. Premièrement, l'analogie que l'auteure établit entre gouvernement représentatif, bicamérisme et démocratie pour fonder sa proposition, ignore assez largement les arrangements institutionnels successifs à l'origine des démocraties

représentatives contemporaines. D'abord, le gouvernement représentatif qui lui sert de modèle a une nature plus élitiste que démocratique. Ensuite, en mettant sur le même plan le bicamérisme du régime parlementaire, britannique ou français, et celui du régime présidentiel et fédéral américain, l'auteure fait fi de la diversité des modèles constitutionnels (par exemple, la présence, ou pas, de mécanismes de révocation mutuelle) et des conditions non institutionnelles (rôle des partis, des médias etc.) de l'équilibre des pouvoirs. Enfin, elle méconnaît la réalité de la distribution des pouvoirs et notamment le fait que dans les régimes parlementaires, et en particulier dans le système britannique qu'elle met en avant, le pouvoir ne se situe pas tant dans les mains des assemblées que dans celles du pouvoir exécutif précisément, car gouverner c'est décider et agir, plus que délibérer.

Deuxièmement, on peut s'étonner qu'elle fonde sa proposition de rénovation de l'entreprise sur un système représentatif jugé en « crise » depuis plus de trente ans. On peine à imaginer qu'un système dans lequel le rôle des salariés se limiterait à désigner leurs représentants puisse satisfaire leur « faim démocratique », cela alors même qu'elle reconnaît que les salariés sont plus éduqués et plus réflexifs à l'égard de leur travail. Plus largement, alors que ses travaux précédents sur les caissières de supermarché lui en donnaient matière, on regrette que l'auteure ne prenne pas suffisamment en compte la complexité des rapports sociaux au travail ; en particulier l'effet des transformations du travail (flexibilité, individualisation et implication croissante des salariés dans leur propre contrôle par la multiplication des systèmes d'évaluation de la productivité et de mise en concurrence) sur la constitution de collectifs au travail et l'intériorisation par les salariés des modes de domination patronaux.

In fine, si le degré de généralité de l'ouvrage, assumé et revendiqué par l'auteure, a sans doute largement contribué à faire sortir le débat du cercle des spécialistes, il peine à convaincre le politiste, plus familier des travaux critiques sur la démocratie.

